

BULLETIN

CENEXI

15 Fév. 2024

# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

[nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr)

## À GAZA, C'EST TOUTE L'HUMANITÉ QU'ILS ASSASSINENT

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

### COMPLICITÉS IMPÉRIALISTES

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

### FAUX ALLIÉS HYPOCRITES

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre

eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

### SOLIDARITÉ D'EN BAS

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, pas plus tard qu'hier à Paris, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

## PAROLES DE GRÉVISTES

### LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ !

Devant la boîte, les collègues racontent comment les machines hors d'âge esquintent la santé, et à quel point la sécurité est un mot creux pour la boîte qui laisse traîner des réparations pendant plus de 10 ans, alors que le problème est signalé depuis bien longtemps.

« Problème de remontée de l'information » comme l'a dit le PDG lors de sa grand-messe de jeudi dernier, ou bien je-m'en-foutisme de la direction ?

### TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS ?

À l'entrée, ça discute du temps de travail : heures de nuit, heures de weekend, heures sup. Malgré la fatigue et le décalage des journées, parfois c'est bien la seule manière d'arrondir les fins de mois puisque la paye est trop basse. Pour le patron, c'est tout bénéf : il peut faire tourner les lignes de jour comme de nuit, 7j/7, sans avoir besoin d'embaucher ou d'augmenter les salaires. Alors combien il a raison, le collègue gréviste qui s'exclame : « c'est pas une vie de passer son temps à la boîte pour qu'ils s'en mettent plein les poches ! »

### LE SITE, VRAIMENT DÉFICITAIRE ?

Il semble que ce soit devenu un rituel : régulièrement, la boîte investit dans des lignes flambant neuves, les fait tourner six mois, puis les déplace vers un autre site. De cette manière, la dépense est inscrite au compte du site de Fontenay, mais l'augmentation de la production apparaît ailleurs.

Nous sommes ravis que les collègues bénéficient aussi de nouvelles machines, mais le récit de la direction comme quoi on ne pourrait pas augmenter les salaires car le site serait déficitaire sonne soudain bien creux !

### NAO À LA RATP : 300 EUROS POUR TOUS OU PAS DE JEUX OLYMPIQUES

Des ouvriers de la maintenance du réseau de transport francilien ont envahi jeudi le siège de la RATP pour réclamer une augmentation de 300 euros nets mensuels et de meilleures conditions de travail à l'occasion des NAO. Sur la banderole, on pouvait lire « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO ». La centaine de grévistes est ensuite entrée dans les bureaux. La direction de son côté a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour toute la période des JO. Elle demande aussi la semaine de 32 heures et l'indexation des salaires sur l'inflation.

### L'ARNAQUE DE LA « CHEAPFLATION »

Alors que les prix de l'alimentation ont augmenté de 5,7 % sur un an, l'ONG Foodwatch, qui milite pour plus de transparence dans le secteur agro-alimentaire, accuse les marques Findus, Fleury Michon, Maille, Milka et d'autres d'avoir dégradé la qualité de leurs produits... tout en augmentant leurs prix. Elles auraient substitué un ingrédient par un autre moins cher ou de moins bonne qualité, par exemple de l'huile de palme plutôt que de l'huile de tournesol, ou encore diminué la quantité de poisson ou de viande dans les plats cuisinés.

Après la « *shrinkflation* », qui consistait à diminuer la quantité vendue en gardant le même prix, voici donc la « *cheapflation* » !

### MAYOTTE : DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

En visite à Mayotte ce week-end, Darmanin y a annoncé la suppression du droit du sol : « Il ne sera plus possible de devenir Français si on n'est pas soi-même enfant de parents français. » Alors que ce département est le plus pauvre de France, de nombreux habitants vivant dans des bidonvilles, les politiciens locaux et le gouvernement français font des migrants comoriens les boucs émissaires de la situation. Mayotte sert à la France à préserver ses intérêts dans la région, mais elle n'a que faire de la situation des Mahorais. Sa politique y a semé la haine, avec l'émergence de collectifs anti-migrants. Un aperçu de ce qu'ils tentent de faire aussi dans l'Hexagone, avec leur loi Immigration.

### IL Y A 67 ANS MOURAIT FERNAND IVETON

Le 11 février 1957, le militant communiste algérien d'origine européenne Fernand Iveton était guillotiné à Alger, en même temps que deux militants nationalistes algériens. Rallié à la lutte de libération nationale, il fut accusé d'avoir placé une bombe dans un casier de vestiaire de l'usine où il travaillait et était syndicaliste. La bombe avait été réglée pour exploser la nuit pour ne faire que des dégâts matériels. Il fut torturé au commissariat de police et condamné à mort pour l'exemple. Le président de la république, René Coty, refusa sa grâce, après que Mitterrand avait donné un avis défavorable. Il fut le seul Européen guillotiné pendant toute la guerre d'Algérie, mais lui-même se considérait comme Algérien. Saluons sa mémoire et n'oublions pas de quoi sont capables les forces de répression et les gouvernements, y compris « de gauche »...